



Institut Militaire de Documentation d'Évaluation et de Prospective

# Revue STRATEGIA

Dépôt Légal: 2014-3027/ISSN: 2335-1705 /EISSN: 2830-9464

Revue semestrielle scientifique académique traitant les questions inhérentes à la défense et à la prospective

## **L'enjeu de la consolidation des facteurs de compétitivité structurelle comme fondations d'une croissance dynamique et diversifiée en Algérie.**

## **The challenge of consolidating structural competitiveness factors as foundations for dynamic and diversified growth in Algeria.**

*Dr. Mohamed ACHIR,*

*Université de Tizi-Ouzou, Algérie,*

E-mail: mohachir2000@yahoo.fr

### **Résumé**

La diversification de l'économie algérienne, enjeu stratégique depuis des décennies, vise à réduire la dépendance aux hydrocarbures et renforcer la souveraineté nationale. Le Gouvernement algérien a mis en place diverses mesures pour favoriser la diversification de l'économie et a engagé des réformes pour améliorer le climat des affaires et faciliter les investissements. Ces réformes structurelles axées sur la gouvernance, la recherche, l'éducation et l'innovation sont essentielles pour construire une compétitivité structurelle durable et stimuler une économie diversifiée et résiliente.

**Mots-clés :** Diversification économique, compétitivité structurelle, changements structurels, croissance endogène.

### **Abstract**

Diversifying Algeria's economy, being a strategic objective for decades, aims to reduce reliance on hydrocarbons and to strengthen national sovereignty. The Algerian government has implemented various measures to promote economic diversification and has undertaken reforms to improve the business climate and facilitate investments. These structural

reforms focusing on governance, research, education, and innovation are essential to build sustainable structural competitiveness and foster a diversified and resilient economy.

**Keywords:** Economic diversification, structural competitiveness, structural changes, endogenous growth.

## Introduction

La transformation des recettes en devise provenant de l'exportation des hydrocarbures en levier de diversification de l'économie algérienne a toujours constitué l'un des objectifs majeurs des pouvoirs publics depuis plusieurs décennies. En effet, l'affranchissement de l'économie algérienne du secteur des hydrocarbures a été considéré comme un objectif stratégique susceptible de renforcer la souveraineté nationale. C'est dans ce sillage que, dès la première décennie de l'Algérie indépendante, et ensuite avec la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, les pouvoirs publics se sont lancés dans un processus de développement autocentré, en adoptant un modèle basé sur des industries industrialisantes. Ce modèle a mobilisé des ressources financières publiques importantes pour acquérir des technologies avancées et reproduire, par ailleurs, l'organisation industrielle des pays développés et susceptible de permettre à l'Algérie de rattraper rapidement la fracture technologique, caractérisant durant cette période les relations entre le Nord et le Sud.

Par ailleurs, force est de constater que les différentes périodes de réajustement des prix du pétrole (1979-1980 et 2002-2014), mis à part celle des années 1970, n'ont pas été capitalisées pour diversifier davantage l'offre domestique et augmenter les exportations hors-hydrocarbures.

Ce modèle basé sur l'industrialisation et la grande entreprise s'est même essoufflé progressivement depuis la fin des années 1980, pour carrément connaître une phase de désindustrialisation, suite notamment à la crise de l'endettement extérieur et l'application du plan d'ajustement structurel du FMI durant les années 1990.

La période 2002-2014, bien qu'elle ait été marquée par le retour aux grands équilibres macroéconomiques et le remboursement de la dette extérieure, s'est distinguée par une politique économique moins

orientée vers la stimulation de la croissance productive et la diversification économique à travers surtout l'amélioration des facteurs de compétitivité-prix et de compétitivité structurelle (politique de l'offre). Autrement dit, la rente pétrolière a été injectée davantage dans des activités peu productives, en favorisant, cependant, la stimulation de la demande globale et la consommation, l'augmentation des importations (jusqu'à 65 Mds de dollars), la réalisation des infrastructures non productives, des programmes de construction, l'augmentation des activités commerciales et des services, les promotions immobilières, etc. Cela a produit en outre des effets négatifs qu'on peut relever dans la majorité des économies rentières en l'occurrence la dépendance des approvisionnements étrangers en biens industriels et en produits agricoles stratégiques et l'entrepreneuriat spéculatif (Sid Ahmed, 2000).

En effet, plusieurs réformes importantes ont été déjà adoptées par les pouvoirs publics à travers, notamment la promulgation de la loi 22-18 sur l'investissement, la loi 23-09 bancaire et monétaire visant la modernisation du système monétaire et financier et l'instauration d'une nouvelle gouvernance susceptible de dynamiser le marché financier, ainsi que la création de l'Agence Algérienne de la Promotion de l'Investissement (AAPI), placée sous-tutelle du Premier Ministre, et la fixation des nouvelles conditions d'octroi du foncier économique à travers des plateformes numériques, etc.

### **Le contexte actuel**

L'Algérie a enregistré une croissance de 4,2% en 2023, tirée principalement par l'industrie extractive 16,1%, la construction 12,9% et l'agriculture 12,9%. Les industries manufacturières ont enregistré, quant à elles, 7,8%, soit une hausse remarquable par rapport aux années précédentes dont le taux ne atteignait à peine les 5%, (BA, 2024).

Si ces performances réalisées sont globalement positives, elles demeurent, néanmoins, largement en dessous du potentiel en ressources dont dispose le pays et, c'est pourquoi, la problématique de diversification de l'économie algérienne reste toujours un défi à relever.

## Problématique

Quels sont les facteurs de compétitivité structurelle susceptibles de créer les conditions d'une croissance dynamique et diversifiée ? Et quels sont les différents changements structurels nécessaires pour une croissance endogène et durable ?

Dans cet article, après un aperçu rapide de la crise du modèle des industries industrialisantes et l'état des lieux de l'activité économique en 2023, nous allons aborder l'enjeu de la consolidation des facteurs de compétitivité structurelle susceptibles de créer les conditions d'une croissance dynamique et diversifiée, en analysant les différents indicateurs de la compétitivité structurelle. Ensuite, nous nous focaliserons sur des aspects liés à la planification stratégique et la construction de la compétitivité structurelle comme facteur de diversification économique.

## 1. Aperçu rétrospectif du modèle de développement algérien des années 1970

Le modèle appelé «les industries industrialisantes», mis en place depuis 1967, s'est focalisé sur l'industrialisation et l'édification d'une économie autocentrée valorisant les ressources nationales. Il a donné une priorité à l'industrie productrice d'équipements susceptibles de produire des effets d'entraînements à l'égard des autres filières. En outre, ce choix a été porté sur des industries lourdes comme la sidérurgie, la métallurgie, la chimie et les énergies fossiles. Ces industries ont été dotées d'un capital technique de dernière génération. Ainsi, l'Algérie a pu rapidement accéder au rang des nouveaux pays industrialisés (NPI) durant les années 1970, mais vite rétrogradée suite à la crise d'endettement provoquée par la baisse des cours du pétrole en 1986, sachant que l'Algérie dépendait à 90% de l'exportation des hydrocarbures et de ses recettes en devises.

### 1.1. Un modèle centralisé et non territorialisé

Les dépenses d'investissement public provenant des recettes des hydrocarbures et des capitaux empruntés à l'international n'ont pas pu générer suffisamment de retour sur investissement et par voie de

conséquence ont replacé l'Algérie parmi les pays étranglés par la dette extérieure. Ce modèle a été aussi moins orienté vers la transformation de l'agriculture et la valorisation des systèmes économiques traditionnels des villages ayant connus l'exode rural. En effet, les réformes agraires planifiées et centralisées de type socialiste visant l'intégration des zones rurales dans un processus de restructuration étatique, à travers les coopératives et les villages agricoles socialistes, ont enregistré très peu de résultats sur l'augmentation de la production et la productivité agricole, et cela à cause de la non prise en compte des spécificités rurales territoriales dans leurs dimensions multiples historiques, culturelles et sociales.

Le modèle des industries industrialisantes a négligé des facteurs endogènes tels que les acteurs territoriaux et les structures socioéconomiques locales. Ce modèle d'importation des usines clef en main, ne s'est pas basé sur la valorisation des ressources locales et les dimensions territoriales, d'une part et d'autre part, il n'a pas suffisamment investi dans la ressource humaine et la formation d'un capital-humain capable de maîtriser les technologies importées et d'asseoir une efficacité managériale indispensable pour la performance des entreprises.

Justement, l'entrée en crise de ce modèle de développement centralisé a mis en avant la nécessité de prendre en considération la dimension territoriale, ainsi que ses acteurs et ses potentialités.

## **1.2. Désarticulation du modèle de développement centralisé**

Parmi les approches d'économie de développement, on souligne l'approche théorique libérale du développement, où ce dernier est pensé comme un processus de croissance allant de la société traditionnelle à dominance agricole à la société de la consommation de masse en passant par les étapes de pré-décollage et décollage et de la maturité du marché. Or, cette théorie qui suppose une voie unique du développement, en réduisant le cheminement historique d'une société à des étapes linéaires et répétitives tout en excluant les spécificités structurelles et socioculturelles des sociétés, en vue d'atteindre le stade de consommation de masse dont l'exemple est celui de la société américaine, est fortement critiquée par certains auteurs spécialistes de l'économie de développement comme François Perroux.

Cependant, selon F. Perroux, le développement suppose le déploiement de l'activité des hommes à l'égard des autres par l'échange de biens ou de services et par l'échange d'information ou de symboles. Dans l'ordre économique, cela est saisi sur trois niveaux : l'articulation des parties dans un tout, l'action et la réaction des secteurs entre eux, et les ressources humaines (Perroux, 1981). La désarticulation dans le développement peut être appréhendée quand la croissance des revenus des firmes étrangères ne produit pas d'impact positif sur le développement socioéconomique et la transformation qualitative du système de production national. Ce phénomène a marqué plusieurs pays de l'Amérique latine comme le Mexique qui ont connu un afflux important des multinationales, surtout américaines, mais sans pour autant contribuer au développement autocentré et améliorer le niveau de vie des populations locales. Le développement est une construction endogène qui devrait s'articuler autour des ressources nationales et la trajectoire historique du pays.

L'analyse du sous-développement nécessiterait donc une approche rétrospective historique et une prise en compte de la nature et des caractéristiques des structures sociales et culturelles de l'économie et leur dynamique. La question du développement ne peut être traitée techniquement et indépendamment des rapports sociaux et des articulations structurelles globales de l'économie. Or, certains pays nouvellement indépendants ont hérité des économies désarticulées. Leurs mécanismes de fonctionnement et d'accumulation sont différents de ceux des pays industrialisés. C'est pourquoi, il n'est pas adéquat de reproduire des modèles de développement conçus à l'origine pour des économies industrialisées ayant des articulations et un régime d'accumulations différents de celui des pays sous-développés (Dumas, 1982). Les modèles qui sont utilisés dans les pays sous-développés ne sont pas des modèles de développement tel que nous venons de le définir, mais des modèles de croissance modifiés pour être appliqués aux pays sous-développés.

C'est là donc où on peut caractériser les obstacles au développement enregistrés dans les pays ayant appliqué ces modèles. Ainsi, les facteurs comme la faiblesse de l'épargne intérieure, l'insuffisance des

ressources humaines qualifiées, et les spécificités des structures sociales et économiques caractérisées par la prééminence des traditions et des cultures moins adaptées à celles des sociétés industrialisées, ont créé plus d'obstacles à l'adaptation du modèle du développement dit des « *industries industrialisantes* » mis en place durant les années 1970.

### 1.3. Etat des lieux des secteurs de l'activité économique en 2023

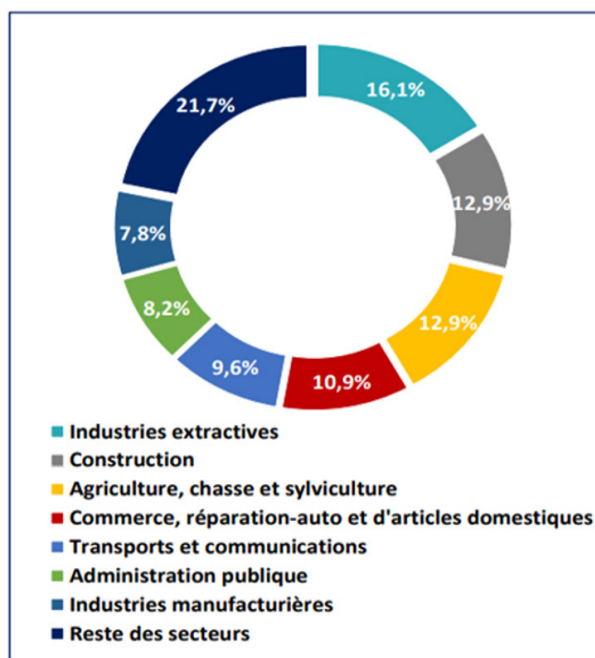
#### a. Les secteurs d'activité dans le PIB

Selon le rapport annuel publié par la Banque d'Algérie sur l'évolution monétaire et économique de l'année 2023, la répartition des secteurs d'activité économique du Produit Intérieur Brut, (PIB nominal) est prédominée par : l'industrie extractive 16,1%, la construction 12,9% et l'agriculture 12,9%.

Quant aux industries manufacturières, elles ont enregistré 7,8%, soit une hausse remarquable par rapport aux années précédentes, mais une baisse en valeur par rapport à 2022. Le rapport de la Banque d'Algérie souligne que : *la valeur ajoutée du secteur des industries manufacturières s'est établie à 2 533,8 milliards de dinars en 2023 contre 3 283,8 milliards de dinars en 2022, soit une baisse, en valeur, de 22,8 %.* La part de ce secteur dans le PIB aux prix courants s'est établie à 7,8 % en 2023. Il y a lieu de souligner que les industries manufacturières ont baissé en volume atteignant 1,6 % en 2023 contre 12,8 % l'année précédente. De ce fait, la contribution de ce secteur à la croissance réelle du PIB a été de 4,0 % uniquement contre 28,9 % en 2022. Voir graphiques ci-dessous.

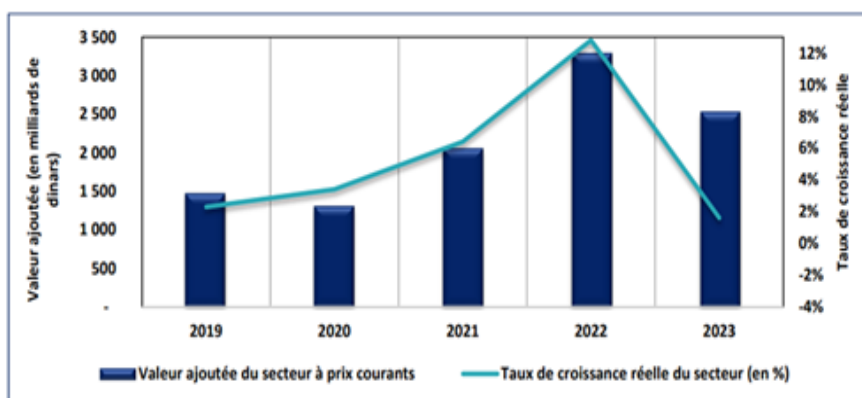
L'enjeu de la consolidation des facteurs de compétitivité structurelle comme fondations d'une croissance dynamique et diversifiée en Algérie.

**Graphique I: principaux secteurs d'activité dans le PIB en 2023**



source: ONS, 2024

**Graphique II: croissance du secteur des industries manufacturières**



source: ONS, 2024

### b. Analyse de l'état du commerce extérieur

D'après les données de la Banque d'Algérie, on relève une amélioration notable des exportations hors-hydrocarbures qui, depuis plusieurs décades, n'ont pas pu franchir le seuil des 2 milliards de

dollars. En effet, l'année 2022 a enregistré une hausse notable avec des exportations hors hydrocarbure qui frôlaient les 6 milliards de dollars. Tout de même, ces exportations sont dominées à 87 % par des produits-semi-finis et les équipements industriels ne présentaient que 1,6 % du total des exportations hors-hydrocarbures. Cela peut être expliqué globalement par la faible création de la valeur ajoutée par l'industrie d'une part, et d'autre part, la faible compétitivité-prix ou hors-prix de production industrielle à l'international ou l'incapacité des entreprises à pénétrer les marchés étrangers et s'insérer dans les chaînes de valeurs mondiales. Voir ci-dessous le tableau montrant la composition des exportations par groupes de produits en 2022 et 2023.

Tableau I: composition des exportations par groupes de produits

|                                           | 2022          |               | 2023          |               | Evolution<br>en % |
|-------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|
|                                           | Valeur        | Part          | Valeur        | Part          |                   |
| <b>Hydrocarbures</b>                      | <b>59 738</b> | <b>90,90%</b> | <b>50 496</b> | <b>90,89%</b> | <b>-15,47%</b>    |
| <b>Hors hydrocarbures</b>                 | <b>5 978</b>  | <b>9,10%</b>  | <b>5 058</b>  | <b>9,11%</b>  | <b>-15,38%</b>    |
| Energie                                   | 162           | 2,72%*        | 285           | 5,63%*        | 75,58%            |
| Produits semi-finis                       | 5 086         | 85,09%*       | 3 977         | 78,61%*       | -21,82%           |
| Alimentation                              | 269           | 4,51%*        | 428           | 8,47%*        | 59,06%            |
| Matières premières                        | 263           | 4,40%*        | 256           | 5,06%*        | -2,75%            |
| Équipements industriels                   | 84            | 4,41%*        | 45            | 0,89%*        | -46,49%           |
| Biens de consommation<br>non alimentaires | 111           | 1,85%*        | 65            | 1,28%*        | -41,39%           |
| Équipements agricoles                     | 2             | 0,03%*        | 3             | 0,05%*        | 46,28%            |
| <b>Total biens</b>                        | <b>65 716</b> |               | <b>55 554</b> |               | <b>-15,46%</b>    |

\* En pourcentage des exportations de biens hors hydrocarbures

Source: Direction de la Balance des paiements (Banque d'Algérie)

Quant aux importations, on relève une maîtrise de celles-ci relativement à la décennie 2010, qui a enregistré une augmentation frôlant les 70 milliards de dollars. En effet, l'année 2022 a enregistré 38 milliards de dollars d'importations et 2023 environ 42 milliards de dollars. L'analyse de la composition de celle-ci en 2023 montre que le groupe de produits alimentaires occupe une première place avec une moyenne de 10 milliards de dollars, suivi par les équipements industriels avec 9,8 milliards de dollars et les produits semi-fini avec 9,7 milliards de dollars. Le potentiel agricole dont dispose le pays génère 13% de la valeur ajoutée du PIB. Ce qui devrait constituer une ressource importante pour l'industrie agroalimentaire.

## 2. Les différents indicateurs de la compétitivité structurelle

### 2.1. Notion de la compétitivité structurelle

Une entreprise compétitive est celle qui est capable de faire face à la concurrence et de générer des profits en se basant sur la maîtrise des coûts et des prix. Cette maîtrise est durable quand elle est générée par l'emploi des innovations techniques dans le processus de production et donc permettant la réalisation des gains de productivité. En hors-prix, la compétitivité peut-être aussi le fruit d'un processus de recherche et développement, de diversification et différenciation des produits permettant un avantage qualitatif des produits ou services.

On peut distinguer alors deux types de compétitivité : **une compétitivité prix et une compétitivité hors-prix**. Cette dernière nécessite des externalités tirées du contexte macroéconomique d'un pays et de son environnement global. Autrement dit, c'est la qualité de l'environnement global qui constitue les fondations permettant de générer des externalités positives qui favorisent la compétitivité des entreprises. C'est ce que renferme globalement le concept de **la compétitivité structurelle**. Pour Cohen et Lorenzi, (2000), la compétitivité globale est : « la capacité des nations à construire un cadre juridico-économique favorable à l'épanouissement technologique et commercial des entreprises industrielles ou prestataires de services, mais aussi la capacité à gérer de manière efficace tous les éléments susceptibles d'influencer la production ».

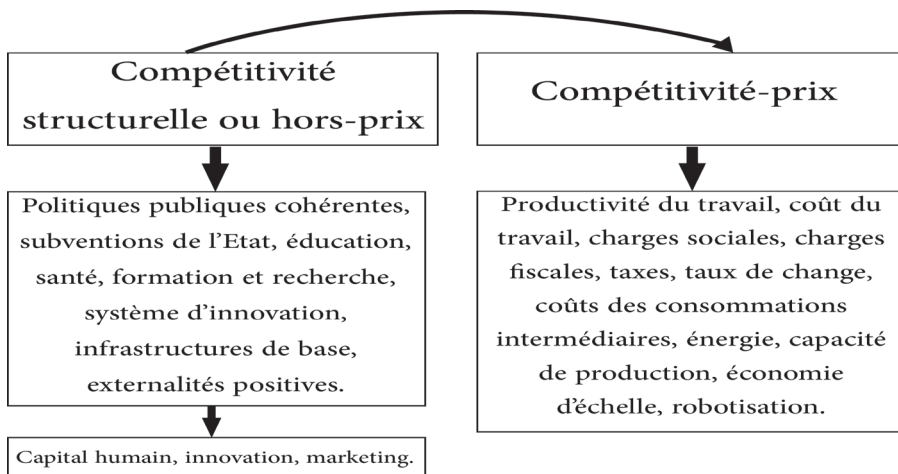
### 2.2. Facteurs composant la compétitivité structurelle

La compétitivité structurelle est donc liée à la qualité de l'environnement de l'entreprise qui dégage des externalités positives ou négatives. En effet, on peut souligner :

- La qualité des infrastructures de base comme le transport, plateformes logistiques, zones franches, les ports modernes, les aéroports, les flottes maritimes, la qualité des villes et les quartiers d'affaires ;
- Les infrastructures des TIC et la digitalisation des services ;
- L'aménagement spatial et organisation du territoire, parcs industriels, pôles de compétitivité et *clusters* ;
- Les institutions publiques de gouvernance, la qualité de la régulation et la transparence et fonctionnement de l'administration ;

- Le système bancaire et financier ;
- L'organisation des marchés et leur régulation publique ;
- La stabilité macroéconomique (les différents indicateurs macro-financiers, comme le niveau des réserves de change, le taux d'endettement public, etc.) ;
- Le système de recherche, d'innovation et de progrès technologiques ;
- Les dispositifs publics ou privés contribuant à la formation du capital humain, innovation et recherche ;
- Les organismes et financements dédiés à l'entrepreneuriat et *startups* ;
- L'avantage technologique et l'économie de la connaissance.

**Figure : Compétitivité globale**



Source : (Illustration de la compétitivité globale) conçue par l'auteur

### 2.3. La diversification de l'économie nationale

L'objectif de la diversification économique en Algérie concerne simultanément la structure de la production, c'est-à-dire l'augmentation de l'offre, surtout industrielle (production hors-hydrocarbures) et la diversification de la structure des exportations qui demeure dominée par les hydrocarbures et ses dérivés. En effet, la diversification vise également plusieurs objectifs. Il s'agit, notamment de la réduction des risques du commerce extérieur, l'accroissement des recettes en devises, l'affranchissement de la fluctuation des prix du pétrole et la volatilité des

marchés financiers internationaux, mais aussi le risque d'épuisement des hydrocarbures, ou le risque géopolitique. (Sid Ahmed, 1995).

La diversification exige un environnement très attractif offrant les facteurs cités plus haut et permettant l'augmentation cumulative des investissements nationaux et des investissements directs étrangers (IDE) qui sont indispensables pour augmenter l'offre locale et réaliser la substitution aux importations. Les IDE permettent justement une intégration des entreprises locales dans les chaînes de valeurs internationales en renforçant leur chance de pénétration des marchés étrangers.

Il en demeure que fondamentalement ces objectifs exigent des changements structurels et la construction de la compétitivité structurelle. Celle-ci se construit sur plusieurs facteurs et dans le temps. C'est pourquoi elle requiert une démarche prospective et une planification stratégique de l'Etat.

### **3. La planification stratégique pour construire la compétitivité structurelle et la diversification économique**

#### **3.1. Politiques économiques cohérentes**

La vision prospective et la planification stratégique de l'Etat constituent des facteurs clés pour produire de la croissance et du développement. Certains pays asiatiques comme la Chine et la Corée du Sud se sont basés fondamentalement sur des politiques économiques cohérentes et la stabilité macroéconomique (politique monétaire, politique de change, politique budgétaire, politique fiscale, etc.). Ils ont mis en place un mix de politiques publiques et des objectifs ciblés dans le temps en modulant l'intervention de l'Etat et les avantages accordés aux activités et aux entreprises. En effet, la politique du commerce extérieur a été mise en place pour gérer les importations en fonction des besoins domestiques et pour protéger les industries naissantes pendant une période donnée et réaliser progressivement des substitutions aux importations.

Ces pays ont mis également une politique industrielle stratégique axée surtout sur :

- La construction des capacités technologiques nationales, et un système d'innovation et de recherche-développement articulant les institutions de recherche et de production scientifique avec les entreprises;
- La création des systèmes de réseautage et des *clusters* de sous-

traitements de PME/PMI, connectées aux grandes entreprises nationales et étrangères ;

- La création des institutions favorisant la formation de l'écosystème des *startups* et de l'entrepreneuriat.

### 3.2. Politique industrielle basée sur l'innovation

L'interdépendance des politiques publiques et leur coordination intersectorielle nécessite justement une planification stratégique. Pour réussir la politique industrielle, il faudrait créer une interaction permanente avec plusieurs politiques publiques comme la politique commerciale : exportation des entreprises nationales, favoriser les champions nationaux ou les grandes entreprises ayant une taille critique et capable de franchir les barrières du commerce international (politique verticale). Il est primordial également, comme nous l'avons expliqué précédemment, de favoriser une politique technologique de la R&D au niveau du secteur privé ou public et renforcer la relation université-entreprise.

Les pouvoirs publics dans leur stratégie planificatrice et prospective devraient prendre en compte les synergies d'entreprises surtout les PME et faire un choix stratégique de branches industrielles compétitives et à haute technologie à favoriser en vue de leur insertion dans les chaînes de valeurs internationales (Cohen et Lorenzi, 2000). Des choix qui dépendent à leur tour de la vision stratégique et de la capacité de négociation de l'Etat avec ses partenaires étrangers. C'est d'ailleurs dans ce sillage que la modulation du régime d'avantages accordés (Etat-développementaliste) aux investisseurs peut prendre son plein sens. Par ailleurs, il est important de souligner que le soutien à certaines entreprises stratégiques (les champions) ne doit pas être en contradiction avec les principes de l'économie de marché et la transparence. Autrement dit, il faudrait, en parallèle, protéger les consommateurs et éviter les concentrations et le pouvoir de monopole qui pourraient rentrer en contradiction avec les règles de la concurrence.

Sur un autre registre, l'orientation stratégique du système de formation professionnelle et d'apprentissage vers les industries choisies ou sélectionnées et les hautes technologies (robotisation, digitalisation, intelligence artificielle), pourrait renforcer l'attractivité des entreprises de haute technologie qui exigent un niveau de capital humain en mesure d'assurer leurs fonctionnement et leurs entretien avec des coûts compétitifs. Cela permettrait un développement des capacités technologiques endogènes par des effets d'apprentissage surtout dans le cadre des

L'enjeu de la consolidation des facteurs de compétitivité structurelle comme fondations d'une croissance dynamique et diversifiée en Algérie.

*joint-ventures*, et l'orientation de la recherche scientifique et la recherche-développement vers les industries stratégiques. A titre d'exemple, la BCL de l'ANP est un cas édifiant dans la capacité technique de son personnel à prendre le relais dans la gestion des hautes technologies, la réparation et l'entretien des équipements.

De plus, l'intégration dans la vision prospective et la planification stratégique d'une politique d'aménagement du territoire et de création des pôles de compétitivités, des villes technologiques, parcs industriels, etc, participe directement à la création d'un environnement attractif et générant de la compétitivité structurelle.

## Conclusion

L'économie nationale, a réalisé des performances dans le secteur des hydrocarbures, l'industrie extractive et même dans le secteur agricole qui génère environ 35 milliards de dollars de valeur ajoutée, et employant environ 2 millions de personnes. Cependant, le secteur industriel demeure faible en matière de production et de productivité. Sa participation au PIB est estimée à 5%. Le Programme d'Ajustement Structurel du FMI durant les années 1990 et l'augmentation importante des importations durant les années 2000-2018 ont affaibli considérablement le secteur de l'industrie en particulier et la diversification de l'économie en général.

C'est pourquoi, des changements structurels sont indispensables pour construire les conditions permettant de booster l'investissement productif et diversifier les fondations permettant la formation de la compétitivité structurelle susceptible de créer des avantages pour les entreprises. Mais, il y a lieu de souligner que les avantages comparatifs ne sont pas à confondre avec la compétitivité structurelle qui se construit à travers un mix de politique industrielle et d'innovation et une planification stratégique (Sid Ahmed, 2000). Les changements structurels sont du ressort de la planification stratégique d'un Etat-développementaliste qui module ses politiques économiques en fonctions des objectifs ciblés à court, moyen et long termes dans l'objectif justement de créer une compétitivité structurelle de l'économie. Ces facteurs on les retrouve surtout dans la qualité du système de recherche-développement, la formation professionnelle et la recherche scientifique, qui constituent les fondations durables permettant la construction d'une capacité technologique endogène. Le capital humain est le fondement structurel de la compétitivité structurelle et donc de la diversification économique.

C'est pourquoi, l'Algérie ne devrait pas se contenter des avantages comparatifs qu'elle possède comme le coût de l'énergie, les ressources naturelles, sa position géographique, etc., mais elle devrait se baser davantage sur des réformes structurels qui améliorent durablement la qualité de la gouvernance et l'intensification des investissements dans l'éducation et la formation pour construire une capacité technologique nationale et endogène qui garantit la pérennisation des gains de productivité. C'est la trajectoire à prendre pour construire une compétitivité globale de l'économie nationale.

## Bibliographie

- Bernis Gérard., «Les industries industrialisantes et les options algériennes». In: Tiers-Monde, tome 12, n°47, 1971. Le tiers monde en l'an 2000. pp. 545-563.
- Cohen, E., & Lorenzi, J.-H. (2000). Politiques industrielles pour l'Europe. Conseil d'Analyse Économique, Paris, La Documentation Française.
- Dumas A., « Les modèles de développement », Economie et Sociétés, PUG, 1982.
- Genné Marcelle, « Les priorités industrielles de la planification algérienne sont-elles vraiment « industrialisantes »?. In: Tiers Monde, tome 20, n°80, 1979. pp. 871-872.
- Sid Ahmed Abdelkader. (1989). Économie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles : IBR, t. 1 : Faits pratiques et théories ; t. 2 : Le cas particulier des économies pétrolières. Paris: Publisud.
- Sid Ahmed Abdelkader. (2000). Le paradigme rentier en question : l'expérience des pays arabes producteurs de brut. Analyse et éléments de stratégie. Tiers-Monde, 41(163), 501-521.

## Rapports

- Banque d'Algérie. (2024). Rapport de la Banque d'Algérie 2024.
- ONS. (2024). Rapport de l'ONS, 2024.